



La structuration de la révolution yéménite

Laurent Bonnefoy, Marine Poirier

► To cite this version:

Laurent Bonnefoy, Marine Poirier. La structuration de la révolution yéménite: Essai d'analyse d'un processus en marche. *Revue Française de Science Politique*, 2012, 62 (5-6), pp.895 - 913. 10.3917/rfsp.625.895 . hal-03603830

HAL Id: hal-03603830

<https://sciencespo.hal.science/hal-03603830>

Submitted on 10 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA STRUCTURATION DE LA RÉVOLUTION YÉMÉNITE

ESSAI D'ANALYSE D'UN PROCESSUS EN MARCHÉ

Laurent Bonnefoy et Marine Poirier

Le temps révolutionnaire n'est pas celui des médias. La soudaineté des basculements des révoltes arabes en 2011 a conduit bien des observateurs à oublier cette vérité historique pourtant maintes fois éprouvée. L'explication dominante de la chute des pouvoirs tunisien et égyptien fondée sur l'idée de l'émergence d'une nouvelle génération politique s'appuyant sur la catégorie des « diplômés chômeurs »¹ a amené nombre d'experts à négliger la part d'imprévisibilité des processus révolutionnaires et l'inanité de « l'effet domino ». Une telle analyse a par ailleurs conduit à sous-estimer la résilience des systèmes politiques tout comme celle des opposants traditionnels, au premier rang desquels les islamistes (dont tout porte à penser qu'ils restent des acteurs centraux dans le monde arabe)².

Depuis début 2011, les chercheurs en sciences sociales travaillant sur le monde arabe ont été mis à l'épreuve et parfois accusés de ne pas avoir su rendre intelligible le « Printemps arabe ». Bien au contraire, toute une littérature publiée depuis au moins une décennie a insisté sur les échecs tant politiques qu'économiques et sociaux des régimes autoritaires arabes, ainsi que sur le développement de nombreux mouvements sociaux³. De ce fait, une quête des causes pathologiques ou conditions d'émergence (répression, chômage, démographie, processus culturels, etc.) des révolutions en cours dans la région apparaît comme quelque peu redondante. Il est bien davantage stimulant de centrer l'analyse sur les changements en cours, en se penchant notamment sur les acteurs et leurs pratiques, et cela afin de comprendre les

1. Sur cette catégorie, voir notamment Montserrat Emperador Badimon, « Les mobilisations des diplômés chômeurs au Maroc : usages et avatars d'une protestation pragmatique », thèse de doctorat en science politique, Aix-en-Provence, Institut d'études politiques, septembre 2011.

2. Le concept d'islamisme a fait l'objet d'importants débats entre chercheurs. Pris dans son acception large, c'est-à-dire en tant qu'acteurs mobilisés ayant pour volonté de créer les conditions, à différentes échelles, de la mise en adéquation du monde social et politique avec une interprétation donnée des préceptes de la religion musulmane, ce vocable apparaît comme fonctionnel sur le plan analytique. Il permet en effet d'embrasser dans leur pleine diversité et complexité les différentes branches de l'islamisme dont le recours dans le champ politique « de façon privilégiée, et parfois ostentatoire à un lexique ou un vocabulaire emprunté à la culture musulmane » ne préjuge nullement des formes et répertoires de mobilisation : François Burgat, *L'islamisme à l'heure d'al-Qaïda*, Paris, La Découverte, 2005, p. 15 ; Stéphane Lacroix, *Les islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, Paris, PUF, 2010 ; Salwa Ismail, *Rethinking Islamist Politics. Culture, the State and Islamism*, Londres, IB Tauris, 2003.

3. Joel Beinin, Frédéric Vairel (eds), *Social Movements, Mobilization and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press, 2011 ; Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

logiques du passage à l'action, les ruptures, les innovations et bifurcations mais aussi les continuités, les récurrences et héritages liés à l'ancien régime.

Pour mener à bien cette entreprise, le cas yéménite apparaît pertinent, et ceci au-delà de son caractère relativement marginal dans la recherche sur le monde arabe. Unique république de la péninsule arabique, le système politique yéménite est le fruit d'une histoire notamment marquée par la division du pays en deux entités : le Nord où vivent près des trois quarts de la population et le Sud. La révolution au Nord en 1962 a donné naissance au régime républicain qui perdure encore aujourd'hui dans sa forme et ses références liées notamment au nationalisme arabe. Toutefois, la république n'est parvenue à s'imposer qu'au prix de huit années de guerre civile au cours de laquelle l'Égypte et l'Arabie saoudite sont intervenues. Au Sud, la colonisation britannique a laissé place à partir de 1967 à un régime socialiste lui-même largement marqué par les conflits. En dépit de cette histoire mouvementée, le Yémen du Nord, puis à compter de 1990, le Yémen unifié, a connu depuis plus de trois décennies une stabilité remarquable de son *leadership* dans un contexte pourtant marqué par les crises, et malgré la fragilité des capacités redistributives du pouvoir. Autour d'Ali Abdallah Saleh, arrivé au pouvoir au Nord en juillet 1978, confirmé à la tête du pays unifié en mai 1990 et déposé par les urnes en février 2012, s'est bâti un équilibre politique longtemps moins répressif qu'ailleurs et qui, en 1990, a permis l'introduction du pluralisme partisan et d'élections libres. Cette phase a été caractérisée par un partage du pouvoir, certes émaillé de tensions et de violences, mais prenant la forme concrète de gouvernements de coalition. Toutefois, dès la fin de la décennie 1990, la monopolisation croissante des ressources institutionnelles par le Congrès populaire général (fondé par Saleh) est devenue manifeste¹. C'est au cours de la seconde moitié de la décennie 2000 que la répression s'est accentuée de façon prégnante, principalement au nom de la « lutte contre le terrorisme », favorisant la multiplication de fronts et de conflits et la recomposition des alliances politiques.

La région de Sa'da, à l'extrême nord du pays, le long de la frontière avec l'Arabie saoudite, est par intermittence depuis juin 2004 le théâtre d'une guerre opposant l'armée nationale à un mouvement se revendiquant de la préservation de l'identité politico-religieuse zaydite, issue du chiisme². La rébellion dite « huthiste » (du nom de ses *leaders* successifs, Husayn (mort en 2004), Badr ad-Din (mort en 2010) et Abd al-Malik al-Huthi) apparaît comme une réactivation des tensions de la guerre civile des années 1960. Les « huthistes » sont accusés par le gouvernement, outre de collusion avec l'Iran, de chercher à restaurer l'ancien régime de l'imamat zaydite qui avait régné sur une large partie du Yémen pendant plus d'un millénaire. Ils affirment pour leur part, depuis leur bastion de Sa'da, défendre leur identité

1. Marine Poirier, « Performing Political Domination in Yemen. Narratives and Practices of Power in the General People's Congress », *The Muslim World*, 101 (2), 2011, p. 202-227. Voir aussi Sarah Phillips, *Yemen's Democracy Experiment in Regional Perspective. Patronage and Pluralized Authoritarianism*, New York, Palgrave Macmillan, 2008 ; Lisa Wedeen, *Peripheral Visions. Publics, Power, and Performance in Yemen*, Chicago, Chicago University Press, 2008.

2. Laurent Bonnefoy, « La guerre de Sa'da : des singularités yéménites à l'agenda international », *Critique internationale*, 48, 2010, p. 137-159 ; Samy Dorlian, « The Sa'da War in Yemen : Between Politics and Sectarianism », *The Muslim World*, 101 (2), 2011, p. 182-201. L'imamat zaydite, fondé en 897 à Sa'da et renversé par la révolution du 26 septembre 1962, est un régime dominé par une élite religieuse et sociale, fortement isolationniste et conservateur. Le zaydisme est une branche du chiisme distincte du chiisme duodécimain qui domine en Iran. Environ un tiers de la population yéménite est nominalement zaydite, face à une majorité chaféite (sunnite), mais la portée politique et sociale du référent identitaire zaydite a eu tendance à s'estomper au cours des dernières décennies. Seule une minorité, les partisans du renouveau zaydite, revendique cette identité en mettant en avant les discriminations subies.

religieuse spécifique et lutter contre la marginalisation historique des régions septentrionales, mais aussi exercer leur droit de critiquer l'alliance du gouvernement avec les États-Unis. Depuis 2004, l'investissement de diverses divisions blindées, la mobilisation de milices tribales, ainsi que l'aide militaire directe apportée par l'Arabie saoudite à l'armée yéménite contre les groupes armés « huthistes » n'ont pas permis de défaire ces derniers.

Parallèlement, la crise dans les gouvernorats de l'ex-Yémen du Sud, témoignage d'un processus d'unification inachevé, perverti et jalonné par un bref conflit armé en 1994, a pris à compter de 2007 une nouvelle dimension¹. Les manifestations pacifiques organisées par les partisans du mouvement sudiste (*al-hirak al-janubi*) ont pris des accents de plus en plus ouvertement sécessionnistes, contestant non seulement les termes de l'unité de 1990 mais également la pertinence de cette dernière. La domination des élites de Sanaa, l'accaparement par ces dernières des terres autrefois nationalisées par le régime socialiste et des ressources en hydrocarbures, ainsi que deux trajectoires historiques distinctes au nord et au sud du pays justifient pour nombre des habitants du Sud la mise à mal de l'épisode unitaire et donnent lieu à des manifestations et affrontements quotidiens.

Décrite, sans doute à tort, par l'État et ses partenaires internationaux comme la principale menace à la stabilité, la question de l'islamisme armé ne saurait être déconnectée d'un *continuum* de la violence plus large, particulièrement dans l'ex-Yémen du Sud. C'est au moment où la répression se durcit, soit en 2008, que les mouvements islamistes armés, se revendiquant souvent d'al-Qaïda, commencent à engager des opérations ciblant à la fois l'État, les forces de sécurité, les « intérêts étrangers » et les minorités (en particulier les zaydites). Par sa répression, l'État a mis fin à un système de compromis avec les militants qui, pendant de nombreuses années, a régulé la violence².

Dans le sillage des révoltes tunisienne et égyptienne et dans un contexte local marqué par les conflits présentés ci-dessus, le Yémen connaît dès fin janvier 2011 des protestations. L'arrestation de la militante des droits de l'Homme, alors membre du parti islamiste al-Islah et future prix Nobel de la paix 2011, Tawakkul Karman, le 23 janvier, amorce également un mouvement de mobilisation sans précédent, qui draine progressivement divers acteurs, mouvements et partis. Les épisodes de violence répressive semblent alors précipiter le pouvoir vers sa chute. Toutefois, au cours du printemps débute une longue phase d'attentisme marquée par les tensions au sein du camp des révolutionnaires³. Les soutiens d'Ali Abdallah Saleh se montrent pour leur part capables de s'organiser et d'instrumentaliser la thématique sécuritaire pour conserver la bienveillance tacite des acteurs régionaux et internationaux, Arabie saoudite et États-Unis en tête, et ainsi encadrer tant l'ampleur que le rythme du changement.

1. Stephen Day, « Updating Yemeni National Unity. Could Lingering Regional Divisions Bring Down the Regime ? », *Middle East Journal*, 62 (3), 2008, p. 417-436 ; Franck Mermier, « Le mouvement sudiste », dans Laurent Bonnefoy, Franck Mermier, Marine Poirier (dir.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris, Karthala/CEPAS, 2012, p. 41-66.

2. François Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, 32, 2006, p. 11-21 ; Laurent Bonnefoy, « Violence in Contemporary Yemen : State, Society and Salafis », *The Muslim World*, 101 (2), 2011, p. 324-346.

3. Notre utilisation du mot *révolution* ou *révolutionnaire* pour évoquer le cas du soulèvement populaire amorcé en janvier 2011 ne présage nullement de l'issue du processus politique et social enclenché. Il répond à une volonté de mobiliser des catégories utilisées par les acteurs au Yémen et de reconnaître combien ce processus produit la perception d'un changement et d'une rupture profonde par rapport à la situation antérieure.

L'étude de cas yéménite permet d'interroger les processus de structuration, au sens d'Anthony Giddens¹, d'un mouvement de contestation qui émerge des interactions entre un contexte spécifique et des pratiques nées d'un projet révolutionnaire objectivé en tant que tel par les acteurs qui le portent. Nous faisons ici l'hypothèse d'une dualité du processus révolutionnaire qui apparaît comme produit par ces acteurs mais aussi comme contraint par une structure historique, sociale et politique. Rendre intelligibles les pratiques émergentes implique de souligner combien les interactions entre celles-ci et les « propriétés structurelles des systèmes sociaux »², c'est-à-dire l'histoire, les institutions, les rapports de force et les mobilisations et expériences qui les précèdent sont nombreuses et donnent au processus révolutionnaire sa forme. La structuration de la révolution yéménite procède de ces relations circulaires qui ne se fondent pas sur des relations de cause à effet (qui voudraient par exemple que la répression du soulèvement produise une radicalisation) mais s'alimentent et s'actualisent les unes les autres. Ainsi, cette dualité fait que la structure est à la fois le moyen et le résultat des actions engagées. Ce sont précisément ces interactions entre la pratique révolutionnaire et son environnement qui sont au cœur de cet article.

En quoi l'événement révolutionnaire yéménite résulte-t-il et produit-il ce croisement entre des pratiques, fondées sur le pacifisme, un vocabulaire novateur mis en œuvre par des acteurs émergents et la reprise en main du processus par des réseaux de mobilisation institués et des clivages anciens ? En confrontant les pratiques nouvelles aux « propriétés structurelles des systèmes sociaux », nous cherchons à démontrer que le soulèvement révolutionnaire au Yémen s'inscrit dans un *continuum* de crises, de conflits et de relations sociales. Dès lors, il en vient à constituer lui-même une nouvelle variable pour le contexte selon une logique circulaire où influences et contraintes se mêlent et se superposent.

Cet article est le fruit de notre expérience de terrain cumulée au Yémen, avant et pendant le soulèvement de 2011. Il est le produit d'un travail d'observation directe sur le *sit-in* des manifestants à Sanaa, d'une collecte documentaire sur place et *via* Internet, ainsi que d'entretiens, formels ou non, avec des opposants au pouvoir d'Ali Abdallah Saleh et ses soutiens. La détérioration de la situation sécuritaire au Yémen à compter du mois d'avril 2011 ainsi que, pour l'un d'entre nous, des difficultés d'accès au terrain plus anciennes ont évidemment constitué des contraintes importantes pour une telle étude. Elles n'ont toutefois pas empêché de mobiliser des sources variées et de bâtir, à partir d'une connaissance intime d'un terrain que nous avons conjointement fréquenté un total de huit années, une analyse des mutations engagées par le processus révolutionnaire et des formes et ressorts des mobilisations tant en opposition qu'en soutien au régime. Malgré l'observation de dynamiques similaires dans les autres villes yéménites et notamment à Taez, l'un des principaux foyers de la contestation, nous limitons ici notre étude à la capitale Sanaa.

La rupture révolutionnaire : des États changeants

Si le mouvement protestataire qui se développe au Yémen est largement solidaire des soulèvements tunisien et égyptien, il se nourrit de frustrations et de mécontentements liés à une situation singulière. Au cours de la décennie 2000, le régime a opéré un repli autoritaire se traduisant par la réduction des libertés individuelles et collectives. Ceci s'est

1. Anthony Giddens, *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 2005.

2. A. Giddens, *ibid.*, p. 73.

produit alors que s'aggravait la crise d'une économie fragilisée par l'affaissement de la rente pétrolière et dépendante d'une aide internationale largement confisquée par les réseaux de patronage de l'élite au pouvoir. La pauvreté touche 35 % de ses 25 millions d'habitants tandis que le taux de chômage varie selon les estimations entre 20 et 40 %¹. Avec un des rythmes de croissance les plus élevés au monde, la démographie yéménite est souvent perçue comme un facteur d'instabilité : les jeunes de moins de 30 ans, qui représentent près des deux tiers de la population, sont en effet frappés de plein fouet par la limitation des opportunités économiques, victimes d'une corruption généralisée et d'un système clientéliste qui aggravent leur marginalisation économique, politique et sociale². Ces facteurs propices (mais non suffisants) à l'essor d'actions contestataires s'accompagnent d'un sentiment de défiance partagé à l'égard des canaux « traditionnels » de la représentation politique, et plus généralement d'un rejet de la politique instituée³ incarnée par l'affrontement qui oppose depuis 2006 le parti au pouvoir, le Congrès populaire général (CPG) et l'opposition partisane, le Forum commun (*al-liqa' al-mushtarak*), formalisé au début de la décennie 2000 et rassemblant le parti socialiste, le parti islamiste al-Islah (représentant les Frères musulmans ainsi que des élites tribales⁴) et quatre autres formations plus marginales⁵.

De la réforme à la révolution

Au fil de la décennie 2000, le sentiment d'échec d'une résolution des conflits « par le haut » se traduit par un désintérêt pour la scène politique officielle et un scepticisme croissant vis-à-vis des possibilités de réforme interne du régime. Ce décrochage apparaît de façon particulièrement saillante le 3 février 2011, lors d'un rassemblement à Sanaa organisé par le Forum commun. S'y mêlent militants de l'opposition, reprenant les slogans et les symboles de la campagne de mobilisation des partis, et de façon plus minoritaire, des manifestants qui se retrouvent depuis la chute de Ben Ali en Tunisie lors de marches (*masirat*) autour de mots d'ordre subversifs et de critiques virulentes de l'opposition partisane. Alors que les premiers se dispersent après la prière de midi, les seconds, quelques dizaines de jeunes étudiants, entament un *sit-in* (*i'tisam*) inédit devant les portes de l'Université nouvelle de Sanaa. S'affranchissant des traditionnelles injonctions à la réforme formulées le matin même, ils entonnent des slogans radicaux à l'encontre du président Saleh et de son régime (« *Sit-in, sit-in*, jusqu'à ce que tombe le régime ») mais aussi des partis politiques, assimilés au régime et taxés de corruption et d'élitisme (« Non aux partis après ce jour »). Malgré les molestations des services de sécurité, ils assurent au crépuscule qu'ils ne désertent pas tant que le régime de Saleh ne sera pas renversé. Si l'événement annonce la direction future de la révolte populaire, ce n'est pourtant que le 19 février que cet espace physique acquiert une charge politique

1. Selon les statistiques de la Banque mondiale et du Programme des Nations unies pour le développement (2009, 2011).

2. « Yemen's "Youth Bulge" and Unemployment : An Explosive Mix », *IRIN*, 2010.

3. Par « politique instituée », nous entendons l'ensemble des acteurs, institutions et pratiques qui composent le champ politique « légitime ». Cette catégorie certes réductrice et uniformisante permet de saisir les représentations que se font les différents acteurs de la scène politique. Pour une discussion des rapports au politique, voir Mounia Bennani-Chraïbi, « Jeux de miroir de la "politisation" : les acteurs associatifs de quartier à Casablanca », *Critique internationale*, 50, 2011, p. 55-71.

4. Laurent Bonnefoy, Marine Poirier, « The Yemeni Congregation for Reform (al-Islāh) : The Difficult Process of Building a Project for Change », dans Myriam Catusse, Karam Karam (eds), *Returning to Political Parties ? Partisan Logic and Political Transformations in the Arab World*, Beyrouth, Lebanese Center for Policy Studies, 2010, p. 61-100.

5. Michelle Browers, « Origins and Architects of Yemen's Joint Meeting Parties », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 39 (4), 2007, p. 565-586.

nouvelle. Il est alors investi en continu par des acteurs divers rassemblés autour du mot d'ordre unique, celui du départ du président – « Dégage ! » (*irhal*) – puis, une fois celui-ci obtenu en février 2012, par la chute du régime lui-même et la fin de l'immunité des dirigeants coupables de crimes. La simplicité du slogan autant que sa radicalité en font une innovation en soit, tout comme la diversité de ceux qui manifestent. Le campement (*mukhayyam*) qui se développe alors aux portes de l'université, renommé place du Changement (*Sahat at-Taghyir*)¹, devient au fil des semaines l'un des symboles du soulèvement yéménite².

Alors que le débat politique se cristallise depuis plusieurs années autour de la question de la réforme de l'État, les manifestants revendiquent le « changement » (*taghyir*) et le « renversement » (*isqat*) du régime. La rupture d'avec les canaux traditionnels de participation et de mobilisation politique (partis mais aussi associations, structures tribales, etc.) n'est certes que partielle dans la mesure où les militants s'intègrent dans des réseaux lâches et ont, à l'égard de la politique instituée, une relation ambivalente³, ayant été socialisés dans des structures proches des partis. Elle se traduit tout de même par l'émergence d'un nouvel idiome qui se structure autour de la référence à la « révolution », à la « jeunesse » et au « pacifisme ». Ces concepts polysémiques s'imposent progressivement comme les qualificatifs endogènes de la révolte yéménite : ses instigateurs la définissent comme « la révolution pacifique et populaire de la jeunesse » (*at-tawra ash-shababiyya ash-sha'biyya as-silmiyya*). Les usages de cette grammaire sont évidemment pluriels, voire parfois contradictoires et s'inspirent d'héritages historiques variés. C'est le cas notamment de la référence aux révolutions yéménites (1948 et 1962 au Nord, 1963 et 1967 au Sud). Certains sollicitent la mémoire des « pères fondateurs » de la révolution de 1962 contre l'imamat zaydite au Nord, Ahmad Nu'man et Mahmud az-Zubayri⁴, dont les photographies sont brandies lors des marches. Ces deux personnages qui incarnent la modernisation républicaine apparaissent alors comme des symboles du progrès et de l'ouverture portés par le soulèvement en cours⁵. Sur la chaîne d'opposition Suhail TV, l'image d'az-Zubayri est présentée dans un clip accompagnée de son affirmation : la « République appartient au peuple »⁶. Les opposants soulignent alors le parallèle entre les imams Yahya et Ahmad⁷ et le long règne d'Ali Abdallah Saleh qu'ils surnomment « imam Ali »⁸.

Chez les manifestants, le concept d'État civil (*dawla madaniyya*) émerge rapidement comme une référence centrale. Il se définit comme un projet de société nouvelle articulé autour de la revendication d'un État de droit, de la justice sociale, de la garantie des libertés fondamentales mais aussi d'une reconquête citoyenne de l'État et du politique. À revers du pouvoir militaire et héréditaire, fondé sur des affiliations tribales ou familiales, l'État civil débattu par la « Jeunesse révolutionnaire » (*shabab at-tawra*) autoproclamée promeut la pacification

1. En opposition à la place Tahrir de Sanaa, occupée préventivement par les soutiens au président Saleh.

2. Le *sit-in* de la place du Changement est indifféremment désigné comme « *as-Saha* » (la Place), « *al-mukhayyam* » (le campement) et « *al-i'tisam* » (le *sit-in*), appellations que nous reprenons ici.

3. Stacey Philbrick-Yadav, « Antecedents of the Revolution : Intersectoral Networks and Post-Partisanship in Yemen », *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 11(3), 2011, p. 550-563.

4. François Burgat, Marie Camberlin, « Révolution mode d'emploi : Zubayri et les erreurs des Libres », *Chroniques yéménites*, 9, 2002, p. 107-116.

5. Entretiens avec des militants sur la place du Changement, Sanaa, 19 mars 2011.

6. Suhail TV, 23 février 2011.

7. L'imam Yahya Hamid ad-Din a dirigé le Yémen du Nord entre 1904 et 1948, et son fils Ahmad de 1948 à 1962, favorisant son isolement politique et mettant en place un régime répressif. En rupture avec la tradition zaydite millénaire, ils ont créé une monarchie héréditaire qui a été renversée par la révolution.

8. C'est le cas de caricatures et photomontages exposés ou vendus sur le *sit-in* par des marchands ambulants.

des conflits, la « responsabilisation citoyenne » et la « technocratisation » (au sens de professionnalisation) du personnel politique, encore perçu comme tributaire de capitaux hérités et non de compétences acquises et reconnues¹. Cette référence à l'État civil héritée des intellectuels de l'islam politique du début du 20^e siècle fait l'objet de réappropriations, notamment par les courants de gauche dits « progressistes ». Ainsi, nombreux sont les manifestants qui rapportent l'État civil au président Ibrahim al-Hamdi, qui dirigea le Yémen du Nord de 1974 à 1977 avant d'être assassiné. Celui-ci se voit ainsi érigé en symbole d'une tentative avortée de construction d'un État moderne. Chez les islamistes, la référence est plurivoque, voire contestée : alors que la plupart en fait des lectures conformes à l'idéologie conservatrice, certains, comme Abd al-Majid az-Zindani, tenant de l'aile radicale d'al-Islah, y préfèrent l'État islamique. Au final, le caractère profondément polysémique de ce langage politique le rend d'autant plus efficace qu'il permet de mobiliser derrière un mot d'ordre partagé un ensemble d'acteurs qui en font une interprétation et un usage différenciés. L'expression d'État civil est préférée à celle de « société civile », largement instrumentalisée au cours de la décennie 2000 par les acteurs d'opposition aussi bien que par les partisans du régime du fait de son inscription à l'agenda international². Plus généralement, l'existence au Yémen d'une « société civile en armes »³, structurée en particulier autour des grandes confédérations tribales capables de faire contrepoids à l'ambition étatique de monopole de la violence légitime, rend la catégorie d'État civil plus opérante puisqu'elle permet notamment d'insister sur le pacifisme du soulèvement. Si le mouvement de protestation se revendique de l'action non violente, il en cherche les filiations aussi bien auprès de Gandhi et de Nelson Mandela que de Che Guevara. Ce mot d'ordre n'est pourtant pas suffisant, comme le rappelle la résurgence des conflits tribaux armés tout au long du processus révolutionnaire.

Le développement d'un idiome de la révolution n'est pas réductible à une simple rupture lexicale. Les principes de civisme et de pacifisme sont mis au cœur des nouvelles pratiques et sociabilités et participent à la transformation des cadres cognitifs d'un grand nombre de manifestants qui, engagés dans des modes d'actions innovants, ont le sentiment d'un changement profond de la société.

L'espace des mobilisations

Sur le campement qui se développe à partir du 19 février 2011, l'opposition au régime s'articule autour de configurations d'acteurs et de pratiques inédites et plurielles. La convergence spatiale des manifestants vers le campement accélère simultanément la « déssectorisation conjoncturelle de l'espace social »⁴. La révolte initialement structurée autour de groupes d'étudiants est rapidement investie par une population diverse dès lors qu'un espace durable et identifiable par tous est organisé par les opposants. La publicisation de ce *sit-in* inédit, sa localisation dans la ville, ou encore la politique répressive des autorités poussent des acteurs aux profils différents à rejoindre les manifestants. On retrouve ainsi dès les premiers jours du campement de la place du Changement étudiants, chômeurs, hommes des tribus, femmes

1. Muhammad Ghalib al-Bukari, Munir Abd ar-Raqib Muhammad, Murad al-Ghariti (dir.), *Guide du citoyen vers l'État civil [Da'il al-muwatin ila ad-dawla al-madaniyya]*, Sanaa, Tamkeen Development Foundation, 2011 (en arabe).

2. Sarah Ben Néfissa, Maggy Grabundzija, Jean Lambert (dir.), *Société civile, associations et pouvoir local au Yémen*, Sanaa, CEFAS/FES, 2008.

3. F. Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », art. cité, p. 10.

4. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 3^e éd., 2009, p. 126-137.

et enfants, activistes des droits de l'Homme, ou encore artisans, dont les affiliations idéologiques et appartenances sectaires sont aussi variées que leurs origines géographiques et sociales. Tous se réclament de la « Jeunesse révolutionnaire » qui intègre des groupes déjà actifs et souvent liés aux milieux intellectuels ou militants. Malgré leur hétérogénéité, les opposants s'organisent et promeuvent un mode d'action collective novateur au Yémen : l'occupation ininterrompue de l'espace public. Face aux attaques des forces de sécurité sur les premières marches – initialement avec des gourdins et des gaz lacrymogènes –, aux arrestations et intimidations, les opposants privilégient l'organisation d'un espace *ad hoc* sur le modèle égyptien de la place Tahrir. La répression participe donc à déterminer en partie l'essor de nouvelles pratiques de mobilisation, en incitant les manifestants à ajuster leurs stratégies de confrontation au pouvoir¹ et à engager un *sit-in* ininterrompu aux portes de l'Université nouvelle de Sanaa, dans un lieu qui leur est familier.

Si la pratique du *sit-in* (ponctuel) s'est banalisée au cours de la décennie 2000, notamment dans les gouvernorats du sud du pays où le mouvement sudiste l'a popularisée², mais aussi à Sanaa, où elle est devenue, comme la manifestation ou la marche, l'une des formes d'action privilégiées des activistes des droits de l'Homme, un tel étirement territorial et temporel de la protestation est inédit. Pour beaucoup, il marque le passage de l'espace (semi-)clos et segmenté des parties de qat³ – au cours desquelles l'on se retrouve de façon quotidienne pour mâcher les feuilles de ce léger narcotique et qui avait de tout temps permis aux opposants de se retrouver – à l'espace ouvert et public du *sit-in*. L'exportation de la pratique du qat sur le campement permet de maintenir le « nombre » dans les rues, soulignant aussi l'articulation de la pratique nouvelle du campement à des formes de sociabilités traditionnelles⁴. En s'investissant dans un espace public dont ils se sentaient jusqu'alors dépossédés, les manifestants rappellent combien les blocages politiques les ont amenés à préférer conjoncturellement la « politique » ou les « stratégies » de la rue⁵ à celle des urnes. Les nouvelles pratiques de protestation participent alors à la redéfinition durable de l'espace symbolique et matériel de la mobilisation.

La « Jeunesse révolutionnaire » s'organise d'abord pour assurer la survie du *sit-in*, désigné par la métonymie « la Place » (*as-Saha*) : la circulation est bloquée, les passants fouillés. Les comités de sécurité qui fonctionnent sur la base du volontariat jouent un rôle important dans la production et la pérennisation de l'espace de protestation, rendant visible ses frontières, ses diverses portes d'entrée (où l'on peut lire sur de grandes banderoles « Bienvenue dans le premier kilomètre de la dignité » et « Bienvenue sur la terre de la liberté »). Ils assurent aussi l'imposition de règles, notamment celle du pacifisme, qui se traduit *a minima* par l'interdiction du port des armes sur la Place. Les limites du *sit-in* s'élargissent suite aux luttes avec les forces de sécurité et les milices armées pro-régime (*balatija*) et aux campagnes

1. Sur les effets de la répression sur les mobilisations, voir notamment Hélène Combes, Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 61 (6), décembre 2011, p. 1047-1072 ; Vincent Geisser, Karam Karam, Frédéric Vairel, « Espaces du politique. Mobilisations et protestations », dans Elizabeth Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 193-213.

2. Entretien avec un membre du parti socialiste, participant au *sit-in* de défense du journal *al-Ayyam*, Aden, 6 mars 2008. Le *sit-in* ponctuel et le *sit-in* ininterrompu sont tous deux nommés *itisam*.

3. Les séances de qat fonctionnent comme un agent de socialisation favorisant interactions et débats politiques, voire comme un espace public de substitution. L. Wedeen, *Peripheral Visions...*, *op. cit.*, p. 120-147.

4. Cela avait déjà été le cas lors des *sit-in* organisés devant le siège du journal *al-Ayyam* à Aden.

5. Asef Bayat, *Street politics. Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997 ; Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Science Po, 1997.

de plantation de tentes qui en découlent, jusqu'à s'étendre à plusieurs artères de la capitale. Les tentes, dont la taille et le confort varient en fonction des moyens de ses occupants et de leurs sponsors, sont alors numérotées et assignées à un emplacement spécifique, labellisées selon l'appartenance tribale ou régionale, l'origine professionnelle, l'affiliation idéologique ou encore la nature des activités qui y sont menées. La défense et la conquête de nouveaux espaces d'occupation permettent l'établissement progressif de zones libres (*safe spaces*)¹ où les opposants mènent leurs activités de façon autonome et sécurisée. La constitution de ces espaces permet d'accélérer le recrutement de sympathisants et la formation de militants, tout en favorisant le maintien de leur engagement sur le long terme.

Ce qui est vécu par les occupants du *sit-in* (*mu'tasimin*) comme une réappropriation de l'espace public² passe notamment par l'établissement d'une organisation du mouvement protestataire qui assure la rationalisation et la coordination des actions collectives. Cette structure est constituée selon le principe d'une représentation pluraliste de l'ensemble des courants politiques présents sur le campement, mais est naturellement dominée assez rapidement par le premier parti d'opposition al-Islah. Elle se compose de différents comités selon une division du travail relativement stricte : le « comité organisateur » d'abord, qui gère l'installation des nouvelles tentes, leur consolidation, mais aussi l'ordre du jour, l'animation et la prise de parole sur l'estrade centrale. Il est complété du « comité de sécurité » qui garantit en continu les contrôles et les fouilles, et du « comité des médias » qui assure la circulation des informations et diffuse les communiqués de presse³. Simultanément, en dehors de cette structure qui porte à Sanaa la voix officielle de la « Jeunesse révolutionnaire », d'autres organisations se créent sur la Place, traduisant la diversité des orientations politiques mais aussi la volonté de chaque groupe de sociabilité et de solidarité à prendre part activement aux transformations en cours.

À la question « combien d'organisations existent sur la place du Changement ? », posée par une chercheuse à l'été 2011, un activiste d'opposition répondait : « Avant ou après que tu m'aies posé la question ? »⁴. Au-delà de la boutade, cette anecdote rappelle l'effervescence et l'hyperactivité qui caractérisent le campement. Aucun chiffre précis au sujet des organisations établies depuis février 2011 n'est disponible, mais selon nombre de personnes interrogées, elles dépassent plusieurs centaines⁵. Certaines rassemblent quelques amis stimulés par une ambiance propice à l'engagement, mais dont les activités sont quasi nulles et peu pérennes, à l'instar des groupes sur Facebook, en plein essor, mais dont l'intensité des actions militantes semble plus que réduite⁶. Au contraire, d'autres ont pris de l'importance dans l'animation de la vie quotidienne sur la Place, en organisant conférences, débats, campagnes de sensibilisation et

1. Selon Sara Evans et Harry Boyte, les *safe spaces* sont « des formes particulières de lieux publics au sein de communautés, [qui] constituent l'environnement au sein duquel des individus ont la possibilité d'apprendre un nouveau type de respect mutuel, une identité de groupe plus approfondie et plus assurée, des connaissances publiques, des valeurs de coopération ainsi que des vertus civiques » (Sara Evans, Harry Boyte, *Free Spaces. The Sources of Democratic Change in America*, New York, Harper & Row, 1986, cité par Choukri Hmed, « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 84, 2008, p. 145-165, dont p. 162).

2. Entretien avec un militant d'opposition, Sanaa, 25 mars 2011.

3. Entretien avec deux membres du comité organisateur et du comité de sécurité, Sanaa, 10 mars 2011.

4. Notes ethnographiques partagées par Maggy Grabundzija, chercheuse et consultante au Yémen, été 2011.

5. Entretiens téléphoniques avec des militants de la « Jeunesse révolutionnaire », automne 2011.

6. Cf. l'Union des jeunes de gauche (Ittihad shabab al-yasar), le Courant libre des jeunes (at-Tayyar ash-shababi al-hurr) ou l'Association des jeunes indépendants civils *Shamam* (Munaddama shabab mustaqillun madaniyyun).

formations. C'est le cas de diverses coalitions dont l'affiliation idéologique, voire partisane est évidente : les Jeunes de la résistance (Shabab as-sumud) représentent le mouvement du renouveau zaydite, l'organisation *Nasir* représente les nassériens, le Conglomérat des jeunes révolutionnaires (Takattul shabab at-tawra) et *Maddad* le Parti socialiste, alors que la Coordination (al-Munassaqiyya) constitue la plus grande coalition proche du parti islamiste al-Islah. Ces organisations liées aux partis politiques rappellent au passage les liens entre partis et mouvements protestataires du fait des multipositionnements militants et témoignent également de l'investissement progressif des partis sur la place du Changement. D'autres associations rassemblent des acteurs qui se définissent volontiers comme indépendants des partis, comme la coalition de la Diversité (Tanawwu') ou la Coalition civique de la révolution des jeunes (at-Tahaluf al-madani li-t-tawra ash-shababiyya). On trouve aussi de nombreuses coalitions défendant les diverses positions sudistes (fédéralistes, sécessionnistes), comme la Coalition pour la question du Sud (at-Tahaluf li-l-qadiyya al-janubiyya), et des tentes représentant les gouvernorats du Sud, ou encore, dans un autre registre, les confédérations tribales (par exemple le Forum des tribus yéménites – Muntada qaba'il al-Yaman)¹.

Interactions et innovations sociales

La densité des organisations et des réseaux militants qui caractérise l'espace protestataire permet des rencontres et coopérations inédites entre acteurs traditionnellement perçus comme rivaux. C'est le cas des militants et cyber-activistes de la société civile et des hommes de tribu (*qabili*), originaires des hauts plateaux du Nord et des régions centrales, venus camper à Sanaa, souvent stigmatisés par les premiers comme hostiles à la modernisation politique². Pourtant, en s'engageant massivement et pacifiquement aux côtés des jeunes protestataires, ces derniers participent à redéfinir durablement l'image de la tribu et rappellent sa fonction pacificatrice (à travers la médiation des conflits), créative (*via* les poésies révolutionnaires) et surtout contestataire (elle a fonctionné comme contrepoids historique aux ambitions autoritaires de l'État central)³. Les débats, circulations et échanges rendus possibles par la configuration du campement participent à des bricolages et recompositions identitaires et accélèrent la dynamique de convergence des acteurs de l'opposition. Ils facilitent également le dépassement des appartenances primaires et sectaires, et la formulation d'un projet politique commun. Emblématiques de cette dynamique sont les Jeunes de la résistance (Shabab as-sumud) qui se réclament du mouvement du renouveau zaydite. Depuis leur tente sur la place du Changement, ils vont recruter des sympathisants et élargir leur représentation à d'autres villes du pays, y compris dans des zones où l'identité religieuse zaydite est absente. Cette stratégie de déploiement s'opère à travers l'adoption d'un discours plus inclusif par lequel le groupe ne se fait plus seulement l'interprète de la cause zaydite (*a priori* exclusive) mais aussi plus généralement de celle des victimes des politiques discriminatoires du régime. Les Jeunes de la résistance s'associent ainsi aux revendications autonomistes sudistes, affichant dans leurs déclarations et activités leur solidarité face à la répression gouvernementale.

De nouveaux *leaders* émergent au cours du printemps et de l'été 2011 de ces diverses coalitions, comme les militants proches du renouveau zaydite Khalid al-Madani et Muhammad

1. D'après les notes ethnographiques de Maggy Grabundzija, cité.

2. Pour un débat académique sur le rôle des structures tribales, se reporter à S. Ben Néfissa, M. Grabundzija, J. Lambert (dir.), *Société civile, associations et pouvoir local au Yémen*, op. cit.

3. Entretien avec un cheikh de la confédération Bakil, Sanaa, 21 février 2011.

Bukhayti, le jeune étudiant et cyber-activiste indépendant Ala Jarban ou bien évidemment Tawakkul Karman, militante islamiste trentenaire à l'expérience déjà solide¹. Ils deviennent progressivement les porte-parole de fait de courants variés au sein du soulèvement, grâce à leurs interventions dans les médias, initiatives personnelles et présence sur le campement. L'épisode révolutionnaire représente en effet pour nombre d'acteurs une opportunité d'action inédite du fait de la fluidité de la situation. Pourtant, et malgré la longue temporalité de la révolte, aucune personnalité charismatique ne s'impose. Au contraire, les révolutionnaires revendiquent leur pluralité et refusent un *leadership* unifié, considéré comme pouvant donner lieu à une dérive autoritaire. À cet égard, la notoriété internationale qu'offre à compter d'octobre 2011 son prix Nobel à Tawakkul Karman devient rapidement suspecte et nombreux sont ceux qui dénoncent son individualisme comme son ambition personnelle².

Plus généralement, le campement bouleverse les routines sociales habituelles. Sa fréquentation génère de forts sentiments de fraternité chez les manifestants et s'articule autour de pratiques collectives et individuelles inédites : ramassage des déchets et opérations « propreté » (comme celle menée en décembre au carrefour Kentucky, lieu d'affrontement importants avec les milices du régime), autogestion mais aussi promotion d'un ensemble de règles de vie fondé sur le respect d'autrui et la coopération³. Des campagnes de sensibilisation aux droits et devoirs des citoyens se multiplient et sont complétées par des formations techniques à la désobéissance civile et à la grève. Les manifestants entretiennent leurs différences tout en partageant leurs savoir-faire respectifs à travers de nombreuses initiatives. C'est le cas des dizaines de journaux (aux titres explicites *Shabab at-tawra* ou encore *khalas* [Assez]) qui se créent sur les *sit-in* et dont l'équipe éditoriale est souvent formée de jeunes qui s'initient au métier de journaliste avec le soutien d'auteurs plus expérimentés⁴. Se faisant les porte-parole des bouleversements politiques et sociaux, ils participent à l'émergence, certes fragile, d'une troisième voix indépendante entre les médias officiels et ceux de l'opposition partisane⁵. L'importance de ces échanges rappelle la dimension socialisatrice et pédagogique du campement. Une jeune fille membre du comité de sécurité qui se rend quotidiennement avec ses frères sur la Place explique ainsi, enthousiaste, à quel point son expérience y est stimulante⁶. Elle évoque notamment la coopération entre hommes et femmes et la mixité inédite rendues possibles par le campement, devenu lieu d'interaction privilégié, voire de séduction dans une société conservatrice. Aussi, malgré la dégradation des conditions de vie (inflation galopante, pénurie de gaz et coupures d'électricité, etc.) et les sacrifices professionnels et familiaux liés à la pratique du *sit-in*, l'intensité des liens affectifs qui y sont produits stimule l'engagement.

L'intégration sociale et le sentiment de participer à une cause valorisante sont autant de rétributions symboliques qui fonctionnent comme moteurs de l'investissement⁷. Les épisodes répressifs (enlèvements ou « disparitions forcées », emprisonnements, agressions physiques aux périphéries de la Place, voire attaques à l'arme lourde sur le campement) sont suivis de

1. Stacey Philbrick Yadav, « Tawakkul as cause and effect », *Middle East Report Online*, 2011.

2. Entretien avec un journaliste indépendant, Le Caire, 20 décembre 2011.

3. Reportage photographique « La vie des participants au campement sur la place du Changement à Sanaa », *Mareb Press*, 22 février 2011.

4. Entretiens avec des militants lors de la création de leur hebdomadaire sur la place, Sanaa, 23 mars 2011.

5. Benjamin Wiacek, « L'émergence de nouveaux médias pour l'expression d'une troisième voix », dans L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, op. cit., p. 345-350.

6. Entretien avec un membre du comité de sécurité, Sanaa, 10 mars 2011.

7. Hélène Combes, « Camper au cœur du pouvoir. Le plâton post-électoral de 2006 à Mexico », *Revue internationale de politique comparée*, 17, 2010, p. 53-70.

dispositifs de sensibilisation¹ (notamment autour de la célébration de la mémoire des martyrs) entretenant la dimension sacrificielle de la révolte. Camper au quotidien sur la Place constitue un engagement « total » à l'« effet surgénérateur » : plus l'investissement est fort, plus les satisfactions qui en découlent sont intenses, et plus il est difficile de se désengager². En dépit de la répression qui, au fil du printemps 2011, devient de plus en plus violente, la révolution est également une fête. On y découvre une offre culturelle diversifiée : concerts de musique, théâtre, satire politique, ateliers et expositions d'arts plastiques, etc.³. Avec ces animations nombreuses et des espaces récréatifs pour enfants, l'ambiance y est festive et familiale, et attire les curieux. En soirée notamment, entre amis ou en famille, ils parcourent la Place, écoutent les concerts, boivent un « thé de la Liberté » (selon l'appellation du marchand ambulant) puis repartent avec un fanion ou un badge de soutien à la révolution⁴. À son pic de mobilisation en mars et avril 2011, la Place rassemble plusieurs centaines de milliers de manifestants lors des prières du vendredi, et des milliers qui, en dehors de ces moments d'hyper-congestion, y campent au quotidien. Avec la multiplication des affrontements armés à Sanaa à compter du mois de mai 2011, et de toute évidence du fait de la lassitude de certains participants, cette dynamique est temporairement ralentie sans pour autant s'annuler : le campement de la place du Changement donne lieu à des expérimentations tout au long de l'année 2011 et se maintient même, comme dans les autres villes du pays, après le départ formel de Saleh en février 2012. Cette « chute », négociée, n'est alors appréhendée par bien des acteurs que comme la première étape d'un long processus révolutionnaire, et la poursuite du *sit-in* comme une nécessité pour maintenir la pression sur le gouvernement⁵. Ainsi, si une campagne de démantèlement des tentes est lancée à l'été 2012, elle ne concerne que certains segments périphériques de la Place, qui demeure l'épicentre des mobilisations protestataires⁶.

La dualité de la structure révolutionnaire

La dynamique enclenchée début février 2011 par la « Jeunesse révolutionnaire » se trouve au fil des mois comme recadrée. Les pratiques sociales novatrices explicitées ci-dessus, sans jamais disparaître, se voient en effet de plus en plus contraintes et déterminées par un certain nombre d'acteurs et d'éléments structurels. Cette « reprise en main », qui s'opère de façon simultanée avec le développement du campement à Sanaa, joue toutefois un rôle souvent ambivalent et ne peut dès lors être perçue sous le signe unique de la limitation ou de la dichotomie. De la confrontation entre les pratiques révolutionnaires et les variables de contexte naissent de nouvelles pratiques. C'est ainsi l'interaction et l'interdépendance entre l'ensemble de ces éléments qui détermine pour une large part la dynamique de la mobilisation protestataire et les résistances contre-révolutionnaires⁷, nous invitant à

1. Christophe Traïni (dir.), *Émotions... mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

2. Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, p. 123-154.

3. Atiaf Alwazir, « L'art pour le changement », *La Voix du Yémen*, 7 mai 2011.

4. Marine Poirier, « De la place de la Libération (al-Tahrir) à la place du Changement (al-Taghyir) : Recompositions des espaces et expressions du politique au Yémen », dans Amin Allal, Thomas Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Armand Colin, 2013.

5. *Al-Masri al-Yawm*, 29 février 2012.

6. *Al-Hayat*, 15 juin 2012.

7. « Les acteurs en présence sont liés les uns aux autres par un jeu d'interdépendances qui fait que leurs décisions, leurs anticipations et les éventuels calculs sont informés par les décisions, les anticipations et les calculs

interroger les points de contact, de frottements et les articulations entre l'espace protestataire et la politique instituée, et leurs impacts sur le processus révolutionnaire.

La « reprise en main » du processus révolutionnaire

Le déclenchement du processus révolutionnaire marque l'échec initial de l'opposition partisane. Au cours des premières semaines du soulèvement, la direction des partis politiques d'opposition rassemblés dans le Forum commun se montre largement réticente à adopter une logique ouvertement révolutionnaire¹. La perception des risques liés à cet engagement semble alors expliquer cette frilosité à agir². La retenue des cadres apparaît en effet au moins autant liée à la peur de la répression qu'à la crainte de voir certains de leurs propres acquis et avantages menacés par l'émergence d'une nouvelle génération politique. L'équilibre qui avait émergé au lendemain de l'unité de 1990 avait en effet permis l'intégration de nombreux acteurs, islamistes compris, et offert l'opportunité à nombre d'« opposants » de bénéficier de postes, voire même d'être directement associés à l'exercice du pouvoir. Au cours de la décennie 2000, les partis d'opposition se sont engagés dans une critique plus résolue du pouvoir. La création du Forum commun a constitué une étape importante de cette autonomisation, tout comme l'élection présidentielle de 2006 au cours de laquelle le candidat de l'opposition unifiée, Faysal Bin Shamlan, recueillit 21,9 % des voix. Pourtant, la rupture avec le régime n'est alors pas complète, laissant penser que l'opposition accompagne le système politique plus qu'elle ne conteste ses fondements.

Ainsi, les partis du Forum commun ne refusent pas l'offre de dialogue et les concessions annoncées par Saleh le 2 février 2011 suite aux premières manifestations. Malgré tout, cette prudence ne les met pas hors-jeu et l'opposition institutionnelle reprend le train de la révolution en marche au cours des semaines suivantes. Dès lors, ces acteurs traditionnels s'appuient sur leurs structures militantes fondées sur un puissant réseau d'organisations caritatives et éducatives, qu'incarne dans le même temps une partie de la « Jeunesse révolutionnaire ». Il est alors aisé pour l'élite du Forum commun, en premier lieu issue du parti al-Islah, de se (ré)investir sur la place du Changement. Les réseaux actifs de solidarité liés aux islamistes sont mobilisés, en particulier *via* l'association al-Islah (dépendante du parti du même nom) et l'Université des sciences et technologies (institution privée présente dans les grandes villes dont le doyen, Tariq Sinan Abu Luhum, n'est autre que le secrétaire général de l'association al-Islah). Ces réseaux islamistes, liés aux structures tribales traditionnelles, jouissent aussi de leur force de frappe médiatique et financière grâce à l'appui du riche homme d'affaire député du parti al-Islah et issu de la puissante confédération tribale Hashid, Hamid al-Ahmar³.

Cette progressive « reprise en main » qui s'opère dès le début du mois de mars 2011 dénature le processus révolutionnaire en même temps qu'elle lui permet de gagner en puissance et en

de leurs partenaires comme de leurs adversaires » (H. Combes, O. Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire... », art. cité, p. 1065).

1. Discours de Muhammad as-Sa'adi, vice-secrétaire général d'al-Islah, lors d'une conférence organisée par le Centre Ab'ad, Sanaa, 22 janvier 2011.

2. Jack Goldstone, Charles Tilly, « Threat (and Opportunity) : Popular Action and State Response in the Dynamic of Contentious Action », dans Ronald R. Aminzade, Jack A. Goldstone, Doug McAdam *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 179-194.

3. Pour une analyse critique du rôle de Hamid al-Ahmar dans le processus révolutionnaire, voir la série écrite (« *Al-waqaha kanz la yanfi* [Le cynisme est un trésor qui ne s'épuise pas] ») par le journaliste Nabil Subay', *News Yemen*, 8 et 11 septembre 2011.

organisation. De ce fait, elle devient à la fois contraignante et « habilitante », et constitue une limite autant qu'une opportunité. La « Jeunesse révolutionnaire » ne peut dès lors être perçue comme en opposition avec la politique instituée tant les acteurs se recoupent et *in fine* se complètent. La professionnalisation de la contestation, à travers la mise en place d'un service d'ordre ou des services de secours dirigés depuis l'hôpital de campagne installé dans la mosquée de l'association de charité al-Islah au cœur de la place du Changement, et en coopération avec celui de l'Université des sciences et technologies, situé à deux kilomètres, marque dès lors les pratiques révolutionnaires.

Cette double dynamique est particulièrement frappante si l'on observe le champ religieux islamique, qui a tôt émergé dans le contexte du soulèvement populaire comme enjeu de la lutte entre opposants et soutiens au régime. En effet, le processus révolutionnaire, qui use d'un côté d'instruments originaux de mobilisation et d'un vocabulaire novateur, s'inscrit également en continuité d'un système politique qui accorde une place toute particulière à la rhétorique religieuse.

L'importance de l'enjeu religieux s'est manifestée tout d'abord à travers les tentatives de Saleh de relégitimer son pouvoir en instrumentalisant les acteurs du champ musulman. Dès les premiers cortèges d'opposition, certains oulémas, tout particulièrement le mufti de la République Muhammad Ismail al-Amrani, tentent une médiation avec les manifestants. L'échec des discussions produit une scission interne parmi les médiateurs mobilisés¹. Nombre des participants à cette opération, issus d'horizons pourtant différents, voire concurrents, publient même quelques mois plus tard un texte soulignant la légitimité de la « Jeunesse révolutionnaire »² et répondent ainsi à un appel aux oulémas lancé par celle-ci³. L'alignement d'anciens alliés islamistes du pouvoir sur les slogans révolutionnaires amène le pouvoir à se chercher de nouveaux partenaires, participant à polariser le champ religieux autour du soutien ou de l'opposition au régime.

Saleh ne peut dès lors s'appuyer que sur des acteurs périphériques auxquels il offre quelques titres ronflants. Le principal effort est déployé fin septembre 2011 avec l'organisation de la conférence de l'Association des oulémas du Yémen (Jam'iyya 'ulama al-Yaman). À l'issue de cette rencontre, un texte déclare que les manifestants sont des agresseurs qui doivent donc se repentir⁴. Les salafis issus du courant dit apolitique fondé au Yémen par Muqbil al-Wadi'i et connectés aux réseaux religieux saoudiens⁵ continuent eux aussi à affirmer l'illégitimité religieuse de la protestation. Ils trouvent là un moyen de poursuivre, voire même d'amplifier leur collaboration avec le pouvoir.

Les islamistes : force structurante du soulèvement

Face aux tentatives d'instrumentalisation d'une partie du champ religieux par le pouvoir, d'autres groupes islamistes investissent de façon massive l'espace de la contestation et encadrent progressivement celui-ci. À cet égard, la localisation du *sit-in* de la place du Changement est remarquable, non seulement du fait de sa proximité avec l'Université nouvelle de Sanaa, lieu fréquenté par la jeunesse et les intellectuels, mais également parce qu'il s'inscrit

1. *Al-Taghyir*, 1^{er} mars 2011.

2. *Mareb Press*, 12 septembre 2011.

3. *Al-Sahwa net*, 28 février 2011.

4. *Al-Taghyir*, 29 septembre 2011.

5. Laurent Bonnefoy, *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Londres/New York, Hurst/Columbia University Press, 2011.

dans un quartier fortement marqué par les sociabilités islamistes. Librairies religieuses, associations caritatives islamiques, propriétés foncières appartenant aux figures d'al-Islah, écoles religieuses et mosquées représentent une ressource importante pour les révolutionnaires qui peuvent s'appuyer sur ces réseaux. Si la protestation participe à redéfinir l'espace dans lequel elle se déroule, cet espace détermine aussi en partie la définition de l'action protestataire¹. Un cadre du parti au pouvoir expliquait ainsi qu'en bloquant l'accès des manifestants aux quartiers centraux de Sanaa, le régime avait « poussé les manifestants dans les bras des islamistes »². Une telle remarque, bien que pertinente, ne s'inscrit pas moins dans un discours classique de stigmatisation du processus révolutionnaire, réduit dans les médias officiels à une action orchestrée par les Frères musulmans.

La « reprise en main » par la direction du parti al-Islah, *via* les activités du Forum commun, d'un mouvement qu'il n'avait pourtant pas initié, génère de toute évidence des tensions, particulièrement avec certains courants de la « Jeunesse révolutionnaire ». La présence manifeste des islamistes sur la place du Changement, et particulièrement des Frères musulmans, contribue à transformer le mouvement et ses mots d'ordre. Abd al-Majid az-Zindani mais également Abdallah Sa'tar et Muhammad al-Muayyad, prédicateurs membres d'al-Islah connus pour leur radicalisme, s'expriment régulièrement sur l'estrade, participent à des conférences et animent le prêche du vendredi à proximité du *sit-in*. Au-delà de ces personnalités, un discours conservateur se diffuse sur le campement, au rythme des chants religieux diffusés par les hauts parleurs et des prières auxquelles sont conviés sous une pression de plus en plus forte l'ensemble des manifestants³.

Il est entendu que la participation de femmes aux rassemblements et aux actions d'occupation de l'espace public bouscule une société conservatrice sur le plan des mœurs publiques. Dès lors, la mixité dans les *sit-in*, la présence des femmes sur l'estrade et dans les comités organisateurs, l'émergence de figures féminines ou de slogans libéraux sur le plan politique deviennent l'objet de débats parmi les opposants. Ali Abdallah Saleh, pour tenter de se relégitimer, en réfère alors à l'Islam et accuse les manifestants de « corruption morale » du fait de la participation des femmes aux protestations. Il trouve un certain écho mais produit surtout d'importantes contre-mobilisations. En réaction, al-Islah multiplie mi-avril les cortèges exclusivement féminins, tandis que des militantes libérales qui continuent à être présentes sur le campement, telle que la poétesse Huda al-'Attas, sont malmenées par des militants d'al-Islah. La segmentation genrée s'impose progressivement. Alors qu'en mars 2011, une simple corde toute symbolique marquait la séparation entre l'espace réservé aux femmes et le reste de la place devant l'estrade, les frontières se solidifient au début de l'été : une bâche en plastique est installée puis un mur en bois. Dès lors, l'enthousiasme des débuts qui donne naissance aux innovations révolutionnaires bute non seulement sur la résistance des partisans du pouvoir mais aussi sur les divisions stratégiques entre opposants. L'apport des hommes de tribu ainsi que des militants dits « huthistes », tout comme l'investissement des espaces de contestation par les militants d'al-Islah encouragent une mutation des pratiques. Il reste pourtant que l'alignement des forces politiques traditionnelles, partis politiques et tribus, fournit au soulèvement sa masse critique et lui donne de l'ampleur et un soutien populaire évident.

1. William H. Sewell Jr., « Space in Contentious Politics », dans R. R. Aminzade *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, *op. cit.*, p. 51-88.

2. Entretien avec un cadre du CPG, Sanaa, 17 mars 2011.

3. Entretien avec un militant de la « Jeunesse révolutionnaire », Sanaa, 4 mars 2011.

Le 18 mars 2011, des *snipers* postés sur les toits à l'entrée sud du campement de la place du Changement tirent sur la foule des manifestants, tuant 52 civils. Cet événement illustre brutalement le jusqu'au-boutisme de certains partisans du pouvoir mais inaugure dans le même temps une nouvelle étape. De façon intéressante, les défections de militaires qui font suite à ce massacre – en particulier du général Ali Muhsin al-Ahmar (sans lien de famille avec le clan al-Ahmar à la tête de la confédération des Hashid), qui dirige la première division blindée de l'armée de terre – et leur alignement sur le slogan radical du changement de régime ont des effets inattendus. Les renforts offerts par Ali Muhsin ne soulèvent guère l'enthousiasme de la frange libérale des manifestants, ni de celle des partisans « huthistes ». En effet, le général, présenté comme le frère de lait du président Saleh, a longtemps été son bras armé et a mené depuis 2004 la guerre de Sa'da. Son association avec les courants islamistes armés et sa participation active aux réseaux de contrebande d'armes et d'hydrocarbures lui assurent une mauvaise réputation. Quelques jours avant son revirement, Ali Muhsin était encore la cible des slogans anti-régime prononcés sur les *sit-in*, où son portrait figurait sur des affiches parmi le clan du président. Les partisans de Ali Muhsin s'efforcent par la suite d'éliminer sa photographie et son nom afin de le faire disparaître de cette liste noire de la « Jeunesse révolutionnaire ». En armant la contestation, ces défections d'hommes en armes produisent toutefois une forme d'« équilibre de la terreur » qui permet en retour de maintenir l'option pacifique du mouvement. En effet, les participants aux *sit-in* délèguent leur protection à des groupes tiers : soldats ayant rejoint la contestation ou milices tribales – c'est-à-dire aux acteurs traditionnels du système politique yéménite. Ils sont dès lors en mesure de poursuivre dans la voie de l'innovation pacifique mais prennent le risque de se faire voler « leur révolution ».

La réactivation des dynamiques institutionnalisées de mobilisation autour des partis d'opposition réunis dans le Forum commun mais aussi des acteurs tribaux et militaires encadre directement la « Jeunesse révolutionnaire » et semble renvoyer celle-ci au second plan à compter de l'été 2011. C'est alors entre le CPG au pouvoir et les partis d'opposition qu'est négocié, à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe (comprenant les six monarchies arabes de la région), un accord de transition et le départ de Saleh, au prix de son immunité – votée à l'unanimité par le Parlement – et de celle des membres de sa famille. Après bien des péripéties et des épisodes de violence, incluant l'attentat du 3 juin contre la mosquée présidentielle et les graves blessures de Saleh, l'accord est finalement signé le 23 novembre. Le vice-président, Abd Rabuh Mansur Hadi, dirigeant du CPG, est soutenu par le Forum commun lors de l'élection présidentielle du 21 février 2012. Le scrutin, auquel il est l'unique candidat, se déroule dans un calme relatif et voit Ali Abdallah Saleh quitter formellement le pouvoir après 33 ans de règne.

Des articulations complexes entre politique instituée et espace protestataire

Signe du caractère circulaire de la structuration de la révolution yéménite, le processus de « reprise en main » par les acteurs politiques traditionnels interagit avec la dynamique d'approfondissement de l'action collective protestataire. La séquence n'est ainsi pas chronologique et ne voit pas le flux enthousiasmant de l'innovation militante annulé par le reflux de la « reprise en main ». Dès lors, les deux dynamiques s'enchevêtrent et s'inventent ou s'alimentent mutuellement¹. La négociation et le processus de transition institutionnelle engagés dans

1. Simon Luck, Stéphanie Dechezelles (dir.), *Voix de la rue ou voie des urnes ? Mouvements sociaux et partis politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

le cadre de l'accord signé entre le pouvoir et le Forum commun grâce à la médiation des monarchies du Golfe produisent eux-mêmes du changement puisqu'ils aboutissent très directement au départ d'Ali Abdallah Saleh.

Dans le même temps, ce processus d'encadrement par les partis, les islamistes, l'armée, les tribus et les puissances internationales continue à être critiqué sans pour autant être rejeté dans ses fondements. C'est ainsi que, lors du scrutin « plébiscite » du 21 février 2012, les représentants de la « Jeunesse révolutionnaire » appellent à la participation électorale et s'enthousiasment de voir Saleh laisser sa place. L'immunité qui lui est offerte ainsi qu'à ses proches (fils et neveux à la tête des différents services de sécurité) est toutefois frontalement contestée par une frange importante de la « Jeunesse révolutionnaire ». Forte de son prix Nobel de la Paix, Tawakkul Karman propose de lancer des poursuites contre Saleh auprès de la Cour pénale internationale de La Haye, critique la captation du processus révolutionnaire par les partis de l'opposition, mais dans le même temps salue l'élection de Abd Rabuh Mansur Hadi, pourtant bien peu en phase avec les demandes exprimées sur la place du Changement.

Face à la dynamique portée par la politique instituée, le soulèvement populaire continue à prendre des formes innovantes. Tel est par exemple le cas en décembre 2011 de la « marche de la vie » (*masirat al-hayat*) lancée de Tazé à Sanaa sur 250 kilomètres. Cette manifestation au long court trouve pour mot d'ordre la contestation de l'immunité de Saleh et sa famille. Elle remobilise alors les citoyens dont plusieurs milliers se joignent aux marcheurs, les hébergent et les nourrissent, favorisant chez les journalistes des parallèles avec la « marche du sel » de Gandhi en 1930. Le point de départ de cette marche n'est pas fortuit tant Tazé a pu émerger au cours du processus révolutionnaire en tant que cœur du soulèvement. La troisième ville du pays, longtemps marginalisée dans les structures du pouvoir, devient le symbole même de la révolution¹. Sur la place du Changement à Sanaa, les personnes originaires de Tazé sont manifestement surreprésentées et y jouent des rôles importants (c'est le cas de Tawakkul Karman, Mayzar al-Junayd, mais aussi de Wassim al-Qirshi et Fakhr al-'Azab). Historiquement rattachée à l'éducation et à la modernisation de l'État, Tazé se distingue par son identité tierce, entre celle des hauts plateaux du Nord identifiée au tribalisme et au régime, et celle du Sud encore associée à l'expérience socialiste au pouvoir jusqu'à l'unité de 1990.

La résistance qu'offrent les réseaux de pouvoir institués produit progressivement une apparente « resectorisation » de la contestation. Apparaissent dès lors des « révolutions parallèles »² dans différents secteurs professionnels, mobilisations qui se veulent plus corporatistes que la contestation engagée début 2011 et donc potentiellement plus efficaces, car capables d'échapper aux logiques institutionnelles négociées entre élites. Cependant, l'organisation de grèves et de blocages mais aussi la stigmatisation des employés liés au pouvoir dans les administrations ou dans les entreprises publiques, comme par exemple la compagnie aérienne Yemenia, s'inspirent largement des registres et formes de mobilisations développées sur la place du Changement. Visant principalement à pousser vers la sortie les dirigeants corrompus, ces mobilisations parallèles participent en fait à l'approfondissement du processus de déssectorisation qui caractérise l'épisode révolutionnaire. La plus emblématique est sans nul doute le mouvement mené par les officiers de l'armée de l'air en janvier 2012 qui appellent leur général, Muhammad Saleh, demi-frère d'Ali Abdallah Saleh, à la démission.

1. Vincent Panel, « Le réveil des piémonts : Tazé et la révolution yéménite », dans L. Bonnefoy, F. Mermier, M. Poirier (dir.), *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, op. cit., p. 125-141.

2. Abu Bakr al-Shamahi, « Yemen Rises Against Its Mini-Dictators », *Guardian.co.uk*, 5 janvier 2012.

L'inventivité militante n'est pas seulement du côté des partisans du processus révolutionnaire. Les stratégies des autorités, et notamment des réseaux de mobilisation en faveur du régime, s'ajustent à la contestation et lui répondent. Les nouvelles pratiques du *sit-in* sont ainsi copiées. Le poids symbolique de la place Tahrir, au cœur de Sanaa, du fait du précédent égyptien, est tel que le pouvoir préempte la place et y fait camper ses propres soutiens (à coup de repas gratuits et de quelques billets distribués)¹. Avec la dissymétrie évidente des moyens dont ils disposent et en puisant dans les réseaux de patronage du régime, les *leaders* du parti au pouvoir organisent aussi des rassemblements de centaines de milliers de personnes chaque vendredi à Sanaa jusqu'à l'automne 2011. Sans pour autant être comparables aux mobilisations spontanées, massives et quotidiennes des opposants sur l'ensemble du territoire yéménite, ces manifestations participent à la mise en scène d'une loyauté indéfectible du « peuple » au président Saleh, signifiant la reprise des cadres de l'action collective contestataire. Le CPG organise par ailleurs des événements ponctuels (conférences, congrès du dialogue national, marches) qui se combinent à un quadrillage sécuritaire de la ville et diverses stratégies d'intimidation des opposants, comme la mise en place de comités populaires constitués par les autorités de quartier². Ces initiatives s'inscrivent dans le prolongement de pratiques de mobilisation clientélistes, de stratégies de légitimation du régime et de criminalisation de l'opposition, qui sont autant de registres « traditionnels » au sein du CPG. Cependant, elles sont aussi relativement inédites, en ce qu'elles reposent sur une nouvelle territorialisation de l'espace et sur l'armement progressif des pro-Saleh dans les quartiers qui ne sont pas contrôlés par l'opposition. Ce « contre-mouvement » se définit dans l'interaction avec les mobilisations de l'opposition³. Les influences réciproques et les effets de mimétismes entre les répertoires mobilisés par les partisans du pouvoir et ses opposants résolus sont ainsi particulièrement frappants. Slogans, hymnes, noms donnés aux vendredis de manifestation, inscriptions sur les visages, torses nus, *sit-in* ou encore groupes Facebook, les militants du CPG puisent dans les registres mêmes de leurs détracteurs. Ces réappropriations et adaptations des pratiques de l'opposition par les partisans du régime de Saleh soulignent alors le caractère dynamique de l'action collective et les recompositions continues dont elle fait l'objet, tout particulièrement dans une situation de fluidité politique.

*
* *

L'étude du cas yéménite souligne combien l'approche proposée par Anthony Giddens possède une valeur heuristique manifeste pour analyser les processus révolutionnaires en marche dans le monde arabe. Réfléchir en termes de structuration permet en effet de dépasser l'opposition entre nouveauté et permanence des pratiques, entre la pratique révolutionnaire et son contexte pour mieux souligner les interactions entre phénomènes sociaux et politiques. La temporalité longue du soulèvement yéménite comparée aux inflexions en apparence rapides des révolutions tunisienne et égyptienne offre la possibilité d'observer les ajustements et bifurcations des acteurs et pratiques engagés. Par ce biais, l'étude de cas à Sanaa nous invite à adopter une approche dynamique, et donc non linéaire, des mobilisations politiques mais

1. Entretien avec un membre du parti au pouvoir, Sanaa, 20 février 2011.

2. Nabil Subay', « Al-ijtima'at as-sirriyya wa al-akhira li-hizb al-mu'tamar "al-hakim" [Les réunions secrètes et ultimes du parti "au pouvoir"] », *Al-Taghyir*, 17 avril 2011.

3. David Meyer, Suzanne Staggenborg, « Movements, Countermovements, and the Structure of Political Opportunity », *The American Journal of Sociology*, 101 (6), 1996, p. 1628-1660.

également à garder à l'esprit la complexité, comme la richesse, des phénomènes en jeu. La mise en relief de la logique circulaire du processus permet également de dépasser l'idée de phases chronologiques univoques qui verraient le contexte finalement s'imposer et écraser les pratiques innovantes. La « reprise en main » par les acteurs politiques institués n'est ainsi pas à sens unique et induit moins une dichotomie qu'une complémentarité.

Quoi qu'il advienne dans les mois et années à venir, le soulèvement révolutionnaire amorcé en 2011 ne peut donc être perçu comme un jeu à somme nulle où agent (révolutionnaire) et structure (contre-révolutionnaire ou « encadrante ») sont en compétition et s'annulent l'un l'autre. Les interactions produites dans le cadre des mobilisations sont en elles-mêmes génératrices de nouvelles pratiques et d'opportunités qui transforment en profondeur les attentes, stratégies et perceptions de chacun. Pour cette raison au moins, le recours au vocable « révolutionnaire » pour désigner les processus enclenchés apparaît comme légitime, quand bien même notre proximité avec l'événement fondateur de début 2011 nous empêche d'en mesurer la pleine profondeur.

— Laurent Bonnefoy et Marine Poirier —

Docteur en science politique, mention relations internationales, de l'Institut d'études politiques de Paris (2007), **Laurent Bonnefoy** était basé en tant que chercheur à Sanaa pendant quatre ans et est actuellement chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) en poste dans les Territoires palestiniens. Ses publications en anglais, français et arabe traitent du Yémen politique et des problématiques des identités religieuses contemporaines et de la violence. Il a notamment publié *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Londres, Hurst & Co./Columbia University Press, 2011. Ses recherches s'intéressent aux relations religieuses transnationales et, plus précisément, abordent la question du développement du mouvement salafi au Yémen et de son entrée en politique (<l.bonnefoy@ifpo.org>).

Marine Poirier est doctorante en science politique et ATER à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Associée au Centre français d'archéologie et de sciences sociales de Sanaa, elle a mené ses enquêtes de terrain au Yémen pendant près de quatre années, jusqu'au printemps 2011. Elle est l'auteur d'articles sur les partis politiques, les mobilisations et les élections au Yémen, ainsi que sur le processus révolutionnaire enclenché en 2011, dans *The Muslim World*, *Les Chroniques yéménites* et *Le Monde diplomatique*. Elle a codirigé (avec Laurent Bonnefoy et Franck Mermier) *Yémen. Le tournant révolutionnaire*, Paris, Karthala/CEFAS, 2012. Sa thèse porte sur les dynamiques de mobilisation et les logiques d'action au sein du Congrès populaire général, ancien parti au pouvoir fondé par Ali Abdallah Saleh (<poiriermarine@gmail.com>).